

José Manuel Durão Barroso

Président de la Commission européenne

L'Europe, une idée neuve pour le monde de demain

*Check Against Delivery
Seul le texte prononcé fait foi
Es gilt das gesprochene Wort*

Institut de l'Europe – École des Hautes Études Commerciales
HEC

Jouy-en-Josas, 8 décembre 2006

Madame la Présidente,
Monsieur le Directeur général,
Mesdames et Messieurs,
Chers étudiants,

Je suis très heureux de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de venir débattre avec vous de l'Europe et de la construction européenne.

Mais tout d'abord, permettez-moi de saluer votre École, une grande école, que le Financial Times a placée en tête de son classement européen des meilleurs masters de management.

Je tiens à vous dire que l'Europe est fière de ce "prix d'excellence", dont je félicite la direction d'HEC, ses enseignants et bien entendu, les étudiants.

Je sais – et je m'en réjouis - que je me trouve devant une assistance aux trois quarts non européenne, venue des quatre coins du monde.

C'est pourquoi je voudrais vous parler aujourd'hui de ce qui, à mon sens, fait la singularité de l'Europe par rapport à tout ce que vous connaissez, quel que soit votre pays ou votre continent d'origine.

L'Europe a une identité propre qui la rend unique.

Non, l'Europe n'est pas une vieille idée pour un vieux continent. C'est au contraire une idée neuve pour le monde de demain.

C'est ce que vous propose de voir aujourd'hui, sous trois angles principaux.
**L'Europe est porteuse d'une ambition économique dans la mondialisation.
L'Europe est tournée vers l'avenir. Et l'Europe, riche de ses valeurs, est ouverte aux autres et au monde.**

Depuis toujours, l'histoire de l'Europe a été marquée par deux traits distinctifs: la tradition guerrière et la tradition marchande. Seule la naissance du projet européen, sur les plaies à vif et les cendres brûlantes de la 2e Guerre mondiale, a mis fin à des siècles de conflits fratricides sur notre continent.

Parce que quelques esprits éclairés, les pères fondateurs de l'Europe, ont eu une géniale intuition politique: s'appuyer sur la tradition marchande, en créant l'ébauche d'un marché commun, pour sceller la paix et le rapprochement définitif des peuples européens.

La paix par l'économie.

Un grand projet politique de réconciliation par les solidarités concrètes.

Une idée totalement nouvelle pour une construction inédite.

Cinquante ans plus tard, l'espace de paix européen recouvre 27 pays, dont dix se trouvaient encore derrière le rideau de fer il y a moins de 20 ans. À l'intérieur, la solidarité reste le moteur du rattrapage économique des nouveaux arrivants et de la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Europe. Notre marché pèse près de 500 millions d'habitants. L'Europe est la première puissance commerciale du monde.

Un demi-siècle plus tard, les économies européennes sont aussi confrontées, comme le reste de la planète, à la mondialisation.

Grâce à l'Europe, elles ont les atouts nécessaires pour tirer pleinement parti de ce nouveau paradigme.

L'Union européenne est l'affirmation d'une ambition économique au service d'une mondialisation régulée, et elle a les moyens de cette ambition. Ces moyens peuvent se résumer en un mot: l'union.

Notre premier atout, c'est évidemment notre marché intérieur.

Sa construction par touches successives s'est traduite par des gains de croissance et de bien-être constants depuis 50 ans. La libre circulation des marchandises et des capitaux est réalisée.

Mais nous devons aujourd'hui supprimer les obstacles qui entravent encore la libre circulation des services. La quasi-totalité des créations d'emplois en Europe dépend de ce secteur, qui représente aussi 70% de son activité.

L'instauration d'un véritable marché intérieur des services répond à une nécessité : dynamiser l'ensemble de l'économie en favorisant la compétitivité des PME et la mobilité des travailleurs, tout en donnant aux consommateurs l'accès à un plus grand choix de services à des prix compétitifs.

À ceux qui reprochent à l'Europe de n'être "qu'un marché", je voudrais rappeler que ce marché a eu, et continue d'avoir, un effet d'entraînement sur bien d'autres politiques - santé, environnement, protection sociale et protection des consommateurs, notamment.

Fidèle à elle-même, l'Europe se bâtit en permanence sur ce compromis dynamique qui est un peu sa "marque de fabrique": concilier les exigences du marché et la régulation publique. Autrement dit, réaliser la synthèse entre deux impératifs: jouer gagnant la course à la compétitivité, tout en assurant la pérennité des services publics, des droits sociaux et des droits des consommateurs.

Croissance et emploi – ce sont les deux mots-clés de ce vaste chantier que j'ai voulu relancer en 2005 pour relever les défis de la mondialisation, et qui est plus connu sous le nom de "stratégie de Lisbonne".

Pour créer un cercle vertueux de croissance et de création d'emplois, l'Union européenne a choisi d'unir ses forces dans une stratégie commune et misé sur LA ressource de l'avenir: le savoir.

Le savoir au service de la prospérité économique et du bien-être social, c'est la formation tout au long de la vie et un enseignement supérieur qui se mesure aux meilleures écoles et universités du monde (comme HEC!).

L'Europe doit donner à ses citoyens, y compris à sa jeunesse, le bagage nécessaire pour trouver leur place dans une économie mondialisée. Elle doit les préparer à trouver et retrouver un emploi dans des parcours professionnels qui évoluent.

Le savoir, c'est une recherche de pointe dont les travaux se traduisent aussi par des débouchés commerciaux et qui sait retenir ses cerveaux. L'Europe a pris la mesure de l'effort à entreprendre: elle s'est engagée à consacrer 3% de son PIB à la recherche d'ici à 2010.

Le savoir, c'est aussi l'innovation, un ingrédient indispensable aux emplois et à la croissance de demain dans un environnement mondialisé.

Pour favoriser l'innovation, il faut ... innover.

La Commission vient par exemple de lancer une idée neuve pour valoriser la diversité des savoirs européens: les "initiatives technologiques conjointes". Ces partenariats public/privé ouverts regrouperont des projets technologiques actuellement fragmentés pour leur permettre d'atteindre des masses critiques.

La première initiative technologique conjointe, Artemis, débutera ses travaux sur les systèmes informatiques embarqués dans quelques semaines. Plusieurs grandes entreprises européennes souhaitent déjà y participer et la moitié des gouvernements européens se sont déclarés prêts à rejoindre cette initiative!

L'Institut européen de technologie, dont la création a été approuvée par les dirigeants européens, est une autre idée nouvelle pour une nouvelle ambition.

Cet institut mettra en réseau des "communautés de la connaissance" – c'est-à-dire universités, chercheurs et entreprises – autour de projets d'innovation qui présentent un réel potentiel commercial.

Ce projet emblématique pour l'Europe doit devenir un véritable bouillon de culture pour l'innovation.

Parmi les domaines auxquels l'EIT pourrait utilement s'attacher, celui de la lutte contre le changement climatique me paraît prioritaire. Car l'urgence est là: si le scénario du pire se réalise, le réchauffement planétaire pourrait atteindre 5,8 degrés à la fin du 21^e siècle.

L'Europe a décidé de donner l'exemple, parce qu'elle est animée d'une "éthique de responsabilité". Elle a mené les négociations qui ont abouti au protocole de Kyoto et elle a mis en place le plus vaste système d'échange de quotas d'émissions de dioxyde de carbone.

Ce système, piloté par la Commission, est une première mondiale. Les États membres distribuent les permis d'émission de CO₂ et ce sont les grandes entreprises elles-mêmes qui fixent leurs quantités d'émissions en achetant et en vendant des permis d'émission. Elles peuvent aussi investir dans des projets de réduction des émissions dans les pays en développement. Ce mécanisme avant-gardiste alimente donc le transfert international de technologies écologiquement rationnelles.

Ce système est en place. Il doit fonctionner parfaitement, parce que le monde regarde l'Europe.

Mais le monde doit aussi suivre l'Europe, parce qu'il s'agit d'un enjeu planétaire dont aucun pays responsable ne peut s'exonérer.

Ce grand défi est lié à un autre, celui de l'énergie. Le temps de la sécurité de l'approvisionnement en énergies bon marché est révolu. La demande mondiale s'accroît, notamment dans la foulée du développement économique des puissances émergentes, notamment de la Chine et de l'Inde. Les réserves mondiales d'hydrocarbures s'amenuisent.

L'Union européenne, qui est dépendante à 50% de sources d'approvisionnement extérieures pour couvrir ses besoins énergétiques, doit prendre son destin en main.

D'une part en défendant ses intérêts – compétitivité et sécurité - et d'autre part, en prenant ses responsabilités à l'égard de la communauté internationale par le choix d'une stratégie de développement durable.

Les pistes d'action que la Commission proposera en janvier sont multiples: créer enfin un véritable marché intérieur du gaz et de l'électricité; mais aussi consommer autrement et mieux: accélérer le passage à une économie à faible teneur en carbone et améliorer notre efficacité énergétique; et enfin, investir en profondeur dans le secteur des énergies renouvelables.

Le programme politique que nous proposons est ambitieux, mais nous ne pouvons que faire le choix de l'ambition dans tous ces domaines.

Axée sur le long terme, l'Europe a aussi signé il y a quelques jours l'accord de coopération scientifique et technologique ITER avec 6 partenaires internationaux.

Cette nouvelle aventure humaine, digne de Jules Verne, s'attaque à une question vitale pour les générations futures: est-il possible de reproduire l'énergie des étoiles et du soleil en "fabriquant", par la fusion de l'atome, une énergie propre, durable et même inépuisable ?

C'est un formidable pari scientifique que l'Europe se devait évidemment d'encourager et qui pourrait faire franchir un pas de géant à l'humanité.

Ces quelques exemples prouvent que l'Europe n'est pas tournée vers son passé, même si elle sait d'où elle vient.

L'Europe est plus que jamais vivante.

Elle avance et regarde l'avenir en face.

Elle le fait avec confiance et détermination, mais aussi avec réalisme et responsabilité.

Mais si l'Europe conserve son attrait, c'est aussi et surtout grâce à sa diversité et à ses valeurs.

L'Europe applique à notre continent une démocratie inédite: un système sans hégémonie qui respecte les souverainetés nationales.

Son intégration, qui n'a pas d'équivalent dans le monde, repose sur l'État de droit, la solidarité et l'unité dans la diversité des cultures et des langues. Elle s'appuie aussi sur un corpus de règles de droit et de normes unique au monde.

Mais au-delà, notre projet d'intégration reste une idée neuve, mue par un "esprit européen", qui est celui de la tolérance et du respect de la différence.

Revenant de Locarno, où il venait de signer des accords de garantie des frontières avec ses homologues allemands et belges en 1926, Aristide Briand, grand ministre français des affaires étrangères de l'époque, a résumé cet esprit européen d'une formule: "J'y suis allé, ils sont venus et nous avons parlé européen. C'est une langue qu'il faudra bien que l'on apprenne!"

"Parler européen": pourquoi ne pas s'inspirer de cette formule dans un monde, à l'équilibre précaire, qui se recompose aujourd'hui autour de grands ensembles?

L'Europe a ce double mérite d'être un pôle de stabilité et un pôle de prospérité. Mais c'est surtout un pôle d'ouverture à l'altérité.

Pour ces trois raisons, l'Europe projette aussi son idéal hors de ses frontières: la paix, la solidarité et le développement. En devenant le premier donateur mondial d'aide au développement, elle est en parfait accord avec elle-même.

Mais vouloir faire entendre sa voix dans le monde est une chose. Devenir une force active dans un environnement mouvant et en quête de stabilité en est une autre.

L'Europe doit donc faire le choix fondamental de renforcer sa politique étrangère commune et de se doter d'une véritable défense commune.

Je crois que nous sommes arrivés à un stade de maturité où l'Europe ne peut plus faire l'économie de ce débat.

Les nouvelles dimensions de l'Union élargie lui donnent une légitimité renforcée pour contribuer à la nécessaire émergence d'une nouvelle gouvernance mondiale.

C'est de Berlin, au cœur de l'Europe, qu'est partie en 1989 l'onde de choc de la nouvelle donne géopolitique mondiale.

Qui mieux que l'Europe peut apporter une solution équilibrée au nouvel ordre mondial qui cherche à s'esquisser ? L'Europe a par nature une culture multilatérale, une culture du compromis constructif à l'intérieur comme à l'extérieur.

L'Europe a une carte à jouer dans l'intérêt de la communauté internationale toute entière. Comme elle l'a fait, par exemple, en imposant sa marque dans la régulation du commerce mondial, dans l'action humanitaire, dans la gestion civile des crises internationales ou dans la mise en place d'une justice pénale internationale.

Les tensions du monde et les menaces qui pèsent sur sa sécurité rendent la voix de l'Europe plus nécessaire que jamais. Mais c'est en approfondissant son union qu'elle se donnera les moyens de la faire entendre.

Mesdames et Messieurs,

L'Europe n'a aucune intention de donner des leçons, mais elle peut être une source d'inspiration.

Elle l'est, par exemple, pour une partie de l'Amérique latine.

La réalisation de son projet et son intégration réussie ne sont pas le fruit du hasard. Elles sont le fruit d'une volonté politique en avance sur son temps et à laquelle l'Histoire a donné raison.

« Rien ne devient jamais réel qui n'ait d'abord été rêvé » écrivait Denis de Rougemont, grand penseur de l'idée européenne.

L'Europe a été rêvée, c'est vrai, mais comme un rêve lucide. Un rêve qui n'en finit jamais de se bâtir.

Mais un rêve qu'il faut cultiver.

L'état du monde nous y invite.

Merci